La crise économique de 1947 *(suite)*

En 1945, les statistiques officielles démontrent qu'au téléphone 39 centraux automatiques sur 140 et 104 multiples manuels automatiques sur 228 sont détruits. 300 000 abonnés ne pouvaient plus utiliser le téléphone. De même au Télégraphe, 6 grands centraux sur 27, 25 centraux moyens sur 105 et 35 stations de télégraphe sur 43 étaient dévastées. Le réseau des câbles interurbains et les grands câbles sous marins partant de Brest vers l'Afrique et l'Amérique étaient inutilisables.

A la radio, 43 émetteurs sur 45 et 40 récepteurs sur 60 étaient hors d'usage et 24 grands pylônes de 75 à 300 mètres de haut *(les antennes de transmission)* étaient abattues.

Le besoin de reconstruire est immense. Si l'on veut garder notre indépendance vis-à-vis des américains, il faut *« retrousser nos manches »* dira Maurice Thorez*. La CGT, qui a contribué à élaborer le programme du CNR, s'engage dans cette bataille de la reconstruction.

Celle-ci était d'autant plus nécessaire que les Etats-Unis avaient une vue précise sur ce qu'ils voulaient faire de la France après la guerre. Un texte datant de 1943 de l'AMGOT *(administration militaire des territoires occupés)* précise :

- le commandant en chef des forces alliées aura tous les droits d'occupation militaire résultant de la guerre
- les organisations politiques, qui ne seront pas dans la ligne, seront supprimées et leurs chefs internés.

Cette offensive des Etats-Unis allait trouver des relais politiques et syndicaux en France. C'est ainsi que Daniel Meyer *(président de la SFIO*)* proposa de pénétrer la CGT et d'empêcher sa *« bolchévisation »* en recourant à des groupes socialistes d'entreprises.

C'est donc à partir de cette époque, alors qu'elle se vendait aux Etats-Unis que la tendance minoritaire de la CGT *(qui allait devenir FO)* dénonça la soi-disant inféodation de la CGT au Parti Communiste. Et au titre de l'indépendance, elle accepta les dollars. Mais bien sûr, c'était top secret. Il y a des vérités inavouables.

Et, c'est la fédération FO des PTT qui la première va en bénéficier !!!

Le principe de la scission étant décidé, il fallait en définir la tactique. La tendance FO, qui n'a pas accepté le verdict du congrès de Limoges et qui a échoué en juillet-août 1946 pour prendre la direction de la fédération va mettre en place début 1947 un comité d'action syndicaliste chargé de dénoncer les grèves *« inconsidérées »,* alors que la misère perdure à un pôle de la société et des milliards s'entassent à l'autre pôle. De plus, la SFIO, qui dénonce les actions impulsées par la CGT comme étant des actes antigouvernementaux n'hésite pas à soutenir celles impulsées par les gauchistes chez Renault.

Il y a donc pour FO de bonnes grèves et les mauvaises grèves.

L'orage éclate à Marseille, suite à la mort d'un jeune manifestant le 12 novembre. 40 000 grévistes défilent dans les rues et la grève s'étend rapidement sur toute la France avec pour revendications : revalorisation des salaires, reclassement des catégories, minimum vital et application du statut des fonctionnaires.

Puis c'est le coup de poignard ! Devant quelques minimes résultats, les minoritaires de FO demandent aux salariés de cesser la grève. La pression conjointe des réformistes et du ministère était telle que les dissensions se font jour et le doute s'installe dans les têtes. La CGT est obligée d'appeler à la reprise. Dans la foulée, la tendance FO au sein de la CGT vote officiellement la scission.

On notera pour conclure que même si le syndicalisme dans les PTT reste marqué pour longtemps par la division, FO ne réussira jamais à s'imposer comme la première force syndicale dans les PTT.

Source : une esquisse d'une histoire de la CGT par Jean Bruhat et Marc Piolot
La fédération CGT des PTT et l'affrontement de classe en 1947 (IHS-CGT PTT)
Histoire de la fédération CGT des PTT 1945-1981 (IHS-CGT PTT)

Joël RAGONNEAU

cgt POSTAUX DE PARIS

Le Canard de la PPDC Louvre

SECTION PARIS LOUVRE PPDC **N° 17 : NOVEMBRE 2012**

AGIR !!!

« Nous ne sommes pas contre la modernisation, mais contre la productivité, qui consiste à augmenter le profit et à jeter au chômage des millions de travailleurs ».
Georges Frichsmann *(congrès fédéral 1954)*

Les salariés, à l'appel de la CGT, se sont mobilisés en octobre et en ce début de novembre pour l'emploi, pour les salaires et plus de protection sociale ! Si les français ont voté en mai pour un changement, ils ne peuvent que constater, aujourd'hui, que le gouvernement n'a qu'un seul mot à la bouche, l'austérité et que nos dirigeants politiques se laissent abuser par le patronat qui continue les fermetures d'entreprises : PSA, ArcelorMittal, 3suisses, Sanofi, Fralib, Castorama…

Et, le chômage progresse avec son lot de misères !

Nous ne pouvons pas courber l'échine et nous taire ! Nous devons au contraire, relever le défi de la conquête de nouveaux droits.

La Poste n'est pas dans une bulle à part ! Le climat social est déjà fortement dégradé et les drames sociaux n'ont pas fini de faire l'actualité.

90000 emplois ont déjà été supprimés à La Poste ces dix dernières années, un milliard d'euros de patrimoine a été vendu sur les cinq dernières années et il est question d'en vendre autant d'ici à 2015 *(lire à ce sujet l'article « du rapport Kaspar au grand dialogue » dans ce canard)*.

C'est bien pour pouvoir, en toute quiétude, continuer leur spéculation immobilière et dégager des profits faramineux qu'ils entendent mettre tout en œuvre pour briser la résistance et empêcher la mobilisation du personnel, avec des méthodes qui n'honorent pas leurs auteurs : prise de parole interdite, convocation devant le conseil de discipline…

Alors qu'au niveau du Siège des consignes étaient données pour le grand dialogue, suite aux suicides survenus à la Poste, qu'une commission vient de rendre un rapport qui indique que des choses restent à améliorer dont le management, le conseil de discipline national a statué sur le cas de notre camarade Michel : mise en retraite pour être sorti pendant sa pause. Cet usage pratiqué par un grand nombre, de façon régulière ou occasionnelle vient d'être subitement remis en cause par la Directrice d'établissement Louvre PPDC.

Alors, oui, le changement viendra des luttes !
Ensemble, continuons notre bataille pour qu'il en soit ainsi.
L'intervention du monde du travail
est plus que jamais nécessaire et salutaire.

Ragonneau Joël

DU RAPPORT KASPAR AU GRAND DIALOGUE

Ce que retiendra le grand public du rapport Kaspar, c'est le recrutement de 5 000 agents de plus que prévu d'ici 2014 *(alors qu'en réalité les effectifs baisseront de 20 000 emplois sur la période, en prenant en compte les départs naturels)*. Ni plus, ni moins. Pour le reste, il sera bien difficile à Mr Tout-le-Monde de se faire une idée, dans les médias, de ce qui se passe à La Poste depuis quelques années *(90 000 suppressions d'emplois depuis 2002)* et qui sont à l'origine des drames que l'on a connu début 2012.

Le fond étant déclaré bon, il n'est proposé par l'auteur du rapport que de jouer sur la forme. Mais quelle forme peut prendre une suppression d'emploi pour être un plus pour le personnel ? Comment faire de nos horaires une amélioration de la vie privée ? Comment faire de la baisse des salaires une augmentation du pouvoir d'achat ?

Non, Messieurs Kaspar et Bailly, la CGT et les postiers ne tomberont pas dans le panneau du Grand Dialogue. Nous n'en attendions rien et nous avons été servis.

QUELQUES PRÉCISIONS ET REMARQUES QUI ONT LEURS IMPORTANCES

La synthèse nationale du dialogue social a été réalisée par des consultants du cabinet IDRH. Synthèse objective faite par un organisme forcément indépendant puisqu'à sa tête Mr Jean-Luc Placet, dirigeant du MEDEF. Quand on vous dit qu'on peut avoir confiance dans le démarche engagée et ses conclusions….

Mr Jean-Paul Bailly : 635 000 € de salaire annuel, 90 000 suppressions d'emplois et 4 940 bureaux de Poste rayé de la carte depuis 2002.

Jean Kaspar a été secrétaire général et est toujours membre de la CFDT , le syndicat de l'accompagnement. Il dirige sa propre société de conseil aux entreprises : J.K Consultant

Il n'est pas étonnant que Mr Kaspar ménage Mr Bailly. Ce sont des gens qui se connaissent bien et fréquentent les mêmes endroits. Mr Bailly est membre du conseil d'administration d'Entreprise et Personnel. Il est président de cette association depuis 2010. Un de ses partenaires internationaux est l'Observatoire Social International dont le vice-président est Jean Kaspar.

Dans la synthèse, la question des salaires est occultée. Il n'y est fait référence qu'une seule fois et à propos de l'encadrement. A croire que le petit personnel n'en n'a pas parlé puisque sans doute satisfait de sa paie.

GRAND DIALOGUE : LE BILAN A PARIS LOUVRE PPDC

Nous avons recensé les principales revendications exprimées par les agents de Paris Louvre PPDC ; elles correspondent à celles défendues par la CGT qui a déjà tiré la sonnette d'alarme depuis longtemps sur les dérives de la direction.

Pourtant, reçu en audience le mercredi 31 octobre sur le bilan du grand dialogue sur la PPDC Louvre et sur le suivi du CAP 2012, un constat s'impose :

Rien sur les rémunérations pourtant insuffisantes

Rien sur le manque de reconnaissance *(La Poste ne nous écoute pas, la Poste ne nous soutient pas, manque de confiance envers les agents, arrêts des contrôles à domicile des arrêts de maladie par des officines privées, arrêt de la culpabilisation des agents, arrêt de la gestion par le stress, davantage de promotion)*. Le malaise est pourtant profond. L'agent n'est plus considéré que comme un simple pion. L'humain n'est plus du tout pris en compte. Seul le terme *« injustice »* est pris en compte, mais pas pour prendre en compte la reconnaissance du travail réel effectué. Pour la Direction, il s'agit là uniquement de faire de la publicité de la démarche ELAN et de renforcer certains chantiers en déshabillant Paul pour habiller Pierre.

Rien sur l'organisation du travail *(sous-effectif permanent, manque de personnel titulaire, volant de remplacement insuffisant)*. La Poste doit stopper sa politique d'anticipation des réorganisations et devrait concentrer ses efforts à anticiper le remplacement des collègues temporairement ou définitivement absents, en embauchant du personnel.

Rien sur le projet du Louvre *(si ce n'est la mise en place d'une communication au fil de l'eau et de l'installation d'un cahier pour permettre aux agents de poser des questions ; la belle affaire que voilà !)*. La Poste ne brille pas par la transparence sur le contenu du projet. Elle continue à faire la sourde oreille sur la demande, légale, d'une instance représentative de tout le personnel du site.

Celle-ci a été demandée à différentes reprises, notamment dans les Comités Hygiène et Sécurité. Aujourd'hui, aucune date n'a été retenue, ni même proposée !

Alors que le choix de l'architecte a été finalisé en juillet 2012, il n'y a pas de hasard à ce que l'avenir du centre soit l'objet de toutes les attentions et spéculation. Rappelons-nous ce que disait la CGT en janvier 2012 : il s'agit pour nos dirigeants de faire entrer dans la tête des agents l'inéluctabilité de ce projet tant les enjeux dépassent leur seul cadre de travail. Ce projet estampillé service public vise avant tout à se concilier un acteur incontournable que constitue la mairie de Paris en proposant un espace dédié aux services publics *(crèche, commissariat)* pour mieux faire passer l'objectif de réduire d'une part l'activité postale donc l'emploi et le service rendu à l'usager. D'autre part, il s'agit de rentabiliser un espace gigantesque en plein cœur de Paris en louant au prix du marché, marché immobilier que la Poste contribue ainsi à faire monter !

La CGT n'acceptera pas le bradage du patrimoine, ce sont des biens immobiliers inaliénables. Notre syndicat ne se résoudra jamais à ce que les postiers soient les pions de ce vaste jeu de Monopoly. Rappelons que nous sommes plus de 800 à travailler dans le bâtiment *(Paris Etienne Marcel : 280, Paris Jean-Jacques Rousseau : 180, PPDC : 170 + 60 sur les carrés pro, guichet : 65, direction des guichets de Paris Nord : 65, restaurant : 19, service du nettoyage : 15 et maintenance du bâtiment : 3)* Conscients de nos intérêts, nous sommes une force qui peut imposer ces exigences !

CONCLUSION :

Nous savons que la seule chose qui fera changer la politique de la Poste, c'est notre mobilisation, notre présence massive dans les rassemblements.

Ce n'est pas avec la commission Kaspar, avec un grand dialogue plus ou moins orienté ou même par la bonne volonté de nos dirigeants que nous obtiendrons la satisfaction de nos revendications en matière d'emploi, de salaire, de condition de travail, de service public.

Comme tous les acquis sociaux obtenus, ce n'est que par la lutte que nous les arracherons au patronat et à nos directions.

ON NE NOUS FERA PAS TAIRE !

ou

Quand la direction bâillonne les représentants du personnel alors qu'elle prétend vouloir dialoguer !

La direction de la PPDC Louvre a refusé d'accorder la prise de parole demandée par la CGT pour la journée d'action et de grève du 9 octobre dernier sur décision de la DOTC Nord. Cette remise en cause d'une tolérance appliquée depuis des décennies sur le plan local est une attaque sans précédent contre le personnel et les représentants syndicaux.

Alors que nous sommes dans le pseudo Grand Dialogue, la 1er décision ne s'est pas faite attendre : aucune communication par prise de parole ne doit avoir lieu. Le siège du groupe la Poste continue d'être dans la négation du dialogue social, malgré la lettre qui nous est parvenue à domicile signée par le Président Bailly.

La CGT de Paris Louvre PPDC n'a jamais abusé de cette forme de communication et n'a jamais perturber le trafic journalier.

Par contre les dirigeants de La Poste continuent de nous attaquer sur les CA et la possibilité d'en reporter une partie sur l'année suivante !

Par contre les dirigeants de La Poste continuent de faire faire des contrôles à domicile lors des arrêts de maladie par des officines privées !

Exigeons le respect des règles régissant aussi bien les contractuels que les fonctionnaires, c'est-à-dire le BRH de 1986 sur le report des CA et des RE sur l'année suivante !

Exigeons l'arrêt des contrôles à domicile lors des arrêts de maladie par des officines privées !

Exigeons le maintien des prises de paroles !

La section CGT de Paris Louvre PPDC continuera à être vigilante quant aux satisfactions du personnel.